



POUR UN PLAN D'URGENCE POUR LES ECOLES, COLLEGES ET LYCEES STOP à l'impréparation, à la désorganisation et au mépris Tou-te-s en grève mardi 10 novembre

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, un nouvel attentat a eu lieu, et le plan Vigipirate a été élevé à son maximum. Au détour d'un message aux personnels, Blanquer a annulé le temps de concertation des personnels enseignants prévu le lundi 2 novembre. La rentrée devait être un moment d'échange entre collègues puis avec les élèves. Le ministre a dénié ce temps de concertation aux personnels durement touchés par l'assassinat de notre collègue. Mais cela ne constitue qu'une cacophonie de plus d'un ministre aux abois et dépassé par les événements.

Macron a annoncé qu'il faut s'attendre à la saturation des hôpitaux d'ici une dizaine de jours. La circulation du virus est devenue incontrôlable. La seule réponse dans l'éducation est un protocole sanitaire indigent malgré la possibilité de dédoublements (finalement consentis pour les seuls lycées) et seulement « là où c'est possible ».

Un tel mépris et une telle arrogance du ministère ne sauraient cacher l'absence totale de cadrage national clair et susceptible de garantir la santé de tous.

Les écoles et établissements risquent de fermer complètement dans les semaines à venir si on se contente de ce simulacre de « protocole renforcé ». Le ministre envoie au casse-pipe un million de personnels, douze millions d'élèves et au-delà l'ensemble de la population.

Nous portons depuis le printemps un plan d'urgence. Depuis l'annonce du président Macron, au delà du dédoublement de l'ensemble des classes nous réclamons:

- Des mesures de protection pour l'ensemble des personnels
- Des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins du service public d'éducation et en soutien à tous les autres services publics démantelés : création rapide et massive de postes de classes,
- Le respect de nos métiers et nos missions.
- Des conditions d'études et de vie de nos élèves sous le covid et en général, respectueuses de leur santé physique et psychique.
- Des conditions de travail dignes de tous les personnels (agents des collectivités, contrats précaires : RESH, RED, enseignants contractuels)
- L'abrogation des contre-réformes, l'abandon des projets de loi néfastes et pour l'arrêt des évaluations standardisées imposées.
- La hausse immédiate des salaires et des pensions sans contreparties et l'ouverture immédiate de négociations en vue du rattrapage de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2000.
- Le respect des libertés et des droits, la levée des poursuites contre les personnels et les militant-e-s ainsi que la fin de la répression de lycéen-ne-s.

Face aux choix irresponsables et au mépris du ministre, nos organisations appellent les personnels à la grève et à manifester:

- Contre la maltraitance institutionnelle que représente la réorganisation de la rentrée du lundi 2 novembre.
- Pour de vraies garanties sanitaires et des moyens humains et matériels supplémentaires.

**Mardi 10 novembre à 14h00
devant le rectorat de Besançon
(rue de la Convention)**